



EVALUATION STRATEGIQUE ENVIRONNEMENTALE DU PROGRAMME OPERATIONNEL DU FONDS EUROPEEN POUR LES AFFAIRES MARITIMES, LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE (FEAMPA) 2021-2027

Résumé non technique

27 Novembre 2020



1 Présentation du programme opérationnel et de son articulation avec d'autres plans et programmes

1.1. Objectifs et logique d'intervention du FEAMPA

La stratégie d'intervention du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA) en France a pour ambition de répondre aux enjeux et défis liés à l'atteinte des objectifs de la Politique Commune de la Pêche (PCP), à la mise en œuvre de la stratégie « Farm to Fork », à la contribution à la protection des espèces et habitats dans le cadre de la stratégie biodiversité, renouvelée pour 2030, et à la mise en œuvre de la Politique Maritime Intégrée (PMI) promue par l'Union Européenne (U.E.).

Le Programme Opérationnel (PO) français se fixe ainsi trois grandes ambitions :

- ✓ **Ambition 1** : accompagner la transition des différents maillons des filières pêche et aquaculture pour une performance environnementale, économique et sociale ;
- ✓ **Ambition 2** : créer et installer durablement les conditions favorables d'un déploiement maîtrisé des activités maritimes et littorales ;
- ✓ **Ambition 3** : améliorer la mise en œuvre du PO FEAMPA via une gouvernance partagée Etat-Régions et une simplification et un accompagnement des bénéficiaires.

Ces objectifs et les actions qui en découlent sont déclinés à travers les quatre priorités de l'U.E. pour le FEAMPA :

- ✓ **Priorité 1** : Favoriser une pêche durable et la conservation des ressources biologiques aquatiques ;
- ✓ **Priorité 2** : Encourager les activités aquacoles durables ainsi que la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture ;
- ✓ **Priorité 3** : Une Europe plus proche des citoyens par l'encouragement du développement durable et intégré des zones urbaines, rurales et côtières et des initiatives locales ;
- ✓ **Priorité 4** : Renforcer la gouvernance internationale des océans et faire en sorte que les mers et les océans soient sûrs, sécurisés, propres et gérés de manière durable.

Les différentes actions du PO FEAMPA répondant aux priorités de l'Union sont regroupées sous les objectifs spécifiques présentés ci-dessous. Ces objectifs combinent une réponse aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Pour certains objectifs, la notion de performance environnementale peut être associée au développement social et économique des activités de pêche et d'aquaculture (OS 1.1 et 2.1) :

- ✓ OS 1.1 : Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental ;
- ✓ OS 2.1 : Promouvoir les activités aquacoles durables et économiquement viables.

Tandis que d'autres objectifs sont principalement à vocation environnementale, notamment :

- ✓ OS 1.2 : Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO₂ ;
- ✓ OS 1.3 : Promouvoir l'adaptation de la capacité de pêche aux possibilités de pêche et contribuer à un niveau de vie équitable en cas d'arrêt temporaire des activités de pêche (particulièrement dans sa première dimension) ;
- ✓ OS 1.6 : Contribuer à la protection et restauration des écosystèmes aquatiques.

Enfin, d'autres OS sont au moins partiellement associés au volet environnemental, notamment :

- ✓ OS 1.4 : Favoriser le contrôle efficace de la pêche ainsi que la fiabilité des données en vue d'une prise de décision fondée sur les connaissances ;
- ✓ OS 3.1 : Développer les communautés de pêche et d'aquaculture dans les zones côtières et intérieures ;
- ✓ OS 4.1 : Renforcer la gestion durable des mers et des océans par la promotion des connaissances du milieu marin, de la surveillance maritime et/ou de la coopération concernant les fonctions de garde-côtes.

Les hypothèses budgétaires provisoires, transmises aux évaluateurs par l'autorité de gestion mi-novembre 2020 fournissent un élément d'appréciation des moyens dédiés totalement ou partiellement aux objectifs environnementaux pour les différents objectifs spécifiques.

Les dotations financières consacrées à l'OS 1.6 : Contribuer à la protection et restauration des écosystèmes aquatiques représenteraient a priori 5,3% de l'enveloppe totale. Le soutien du FEAMPA au titre de cet OS est envisagé pour les types d'actions suivants :

- ✓ Protéger le milieu marin, les ressources marines exploitées et non exploitées et les équilibres biologiques et écologiques ;
- ✓ Lutter contre les déchets en mer et sur le littoral ;
- ✓ Maintenir et gérer le réseau d'aires marines protégées, dont celles du réseau Natura 2000 ;
- ✓ Contribuer à la mise en œuvre des plans d'actions pour le milieu marin par bassin (DCSMM) en prenant en compte l'ensemble des pressions sur les écosystèmes marins dans les différents bassins maritimes, en métropole et dans les DOM.

L'OS 1.2 : améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2 des navires de la petite pêche côtière serait doté d'une enveloppe correspondant à **0,5% du budget total**, contribuant ainsi de façon modérée à la lutte contre le changement climatique.

L'OS 1.3. : relatif à l'adaptation de la capacité de pêche aux possibilités de pêche bénéficierait de 1,8% de l'enveloppe totale.

L'OS 1.4 relatif à la mise en œuvre de moyens de contrôle efficace et de collecte de données fiables en vue d'une prise de décision fondée sur la connaissance mobilisera à priori le plus de moyens financiers, avec 21,9% de l'enveloppe totale du FEAMPA.

1.2. Articulation et cohérence avec d'autres plans et programmes

Le rapport d'ESE détaille les stratégies d'intervention de différents plans et programmes mis en œuvre sur la période d'application du FEAMPA sur l'espace maritime. Il analyse l'articulation et la cohérence de l'intervention du FEAMPA avec ces plans et programmes, particulièrement concernant :

- ✓ **Les politiques environnementales et leurs instruments** comme les conventions régionales et internationales (la convention sur la diversité biologique, la convention OSPAR, etc.), la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), etc. L'analyse aboutit au constat qu'il existe une cohérence entre les objectifs et grands axes de ces politiques et les OS du FEAMPA, particulièrement : i) l'OS 1.6 qui répond simultanément aux objectifs de protection et de restauration de la nature, ii) l'OS 4.1. Qui pourrait contribuer à l'objectif de déploiement de gouvernance internationale et une coopération en faveur des écosystèmes marins, iii) l'OS 1.3 qui répond à l'objectif de restauration de la nature (la diminution de la pression par pêche permettra aux ressources

halieutiques de se régénérer) et iv) l'OS 1.4 à travers un contrôle efficace en faveur de l'application de la législation environnementale de l'Union.

- ✓ **Les politiques sectorielles** : dont le plan stratégique pluriannuel de développement aquacole (PSNPDA), les schémas régionaux de développement de l'aquaculture. Les deux politiques analysées concernent l'activité aquacole. Ainsi, l'apport du FEAMPA se fera à travers l'OS 2.1 en faveur d'activités aquacoles durables, en soutenant l'amélioration de la performance environnementale des entreprises et la gestion des risques sanitaires.
- ✓ **Les politiques d'aménagement stratégique** : dont la stratégie maritime Atlantique et la Directive-Cadre-Stratégie pour le milieu marin (DCSMM). L'analyse constate que l'apport du FEAMPA 2021-2027 se fera surtout à travers : l'OS 1.6 en faveur de la biodiversité, l'OS 4.1 en faveur de la connaissance, l'OS 1.3 en faveur d'un ajustement des capacités de pêche aux stocks disponibles et l'OS 1.4 en faveur du contrôle. Parallèlement, l'OS 3.1 pourrait permettre de créer un cadre de gouvernance en matière de biodiversité en mobilisant les communautés de pêche et d'aquaculture dans les zones côtières et intérieures (par exemple soutenir des stratégies locales de gouvernance maritime ou de planification spatiale des activités maritimes, en faveur de la biodiversité (Plans d'action pour le milieu marin).
- ✓ **Les fonds structurels** (FEDER, FEADER, FSE) et programme Life+. L'analyse de cohérence montre que malgré la différence des champs d'intervention du FEAMPA de ceux des autres fonds, des champs de recouvrement sont possibles, impliquant ainsi des lignes de partage de fonds qui ne sont pas connues à ce stade mais qui pourraient concerner le développement local par les acteurs locaux (DLAL) , les soutiens à la transformation et les projets de protection de la biodiversité dans les zones Natura 2000.

2. Etat initial de l'environnement et perspectives d'évolution

2.1. Etat initial de l'environnement

Le rapport de l'ESE dresse une synthèse de l'état initial (avant programme) de l'environnement, établie à partir de diverses sources d'information concernant les différentes thématiques environnementales : **la biodiversité et les milieux naturels, la pollution et la qualité des milieux, les ressources naturelles, les risques naturels et technologiques, le cadre de vie....** Les documents stratégiques de façades (Métropole) et de bassins (DOM) élaborés pour la mise en œuvre de la DCSMM intègrent des descriptions de l'état de l'environnement qui ont été mobilisés pour la déclinaison du diagnostic environnemental par territoire maritime, à savoir : les façades Manche Est-Mer du Nord (MEMN), Nord Atlantique-Manche Ouest (NAMO), Sud-Atlantique (SA) et Méditerranée pour la Métropole et les bassins Antilles, Guyane et Océan Indien pour les DOM.

L'analyse développée par thématique aboutit à l'attribution, par les évaluateurs, d'une note sur chacun des territoires reflétant l'importance de l'enjeu environnemental considéré (1 pour un enjeu mineur à 5 pour un enjeu majeur). Une synthèse est ensuite réalisée, aboutissant à la hiérarchisation des enjeux environnementaux devant être prise en considération dans la stratégie et la mise en œuvre du FEAMPA. Le tableau en page suivante présente les niveaux d'enjeu par thème / dimension de l'environnement et les arguments étayant la notation.

Tableau 1 – Synthèse des enjeux environnementaux

Thèmes		Priorité par rapport aux enjeux environnementaux	Commentaires
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	5	Biodiversité affectée par la surpêche, les captures accessoires et accidentelles, les déchets, la pollution des eaux dont l'eutrophisation, les dommages physiques exercés sur les habitats et les zones de frai et le changement climatique. Menaces particulièrement fortes sur certains stocks (hors RMD ¹), les stocks dont l'état de connaissance est insuffisant et certains écosystèmes (faunes et flores insulaires des DOM).
	Milieux naturels habitats	4	Enjeu fort de préservation sur les zones littorales et les eaux intérieures.
Pollution et qualité des milieux	Air	NS	Problématique mineure de pollutions liées aux activités maritimes de pêche et d'aquaculture.
	Eaux	4	Enjeu majeur de reconquête et de préservation de la qualité physico-chimique et bactériologique des eaux océaniques et continentales.
	Fonds marins	4	L'enjeu de préservation des fonds marins est fort dans l'ensemble des territoires considérés, avec un niveau inférieur dans les RUP insulaires (Guyane exceptée), compte tenu de la taille réduite des plateaux continentaux et de la quasi-absence de chalutage de fond.
	Déchets	3	Enjeu fort d'amélioration de réduction et de collecte et valorisation des déchets rejetés dans l'océan et les milieux aquatiques (rivières, zones littorales urbanisées, zones portuaires...). Enjeu particulièrement fort en Manche Mer du Nord (trafic maritime, activités industrielles et portuaires), en Méditerranée (fréquentation des villes et métropoles) et dans les DOM (manque d'infrastructure de collecte et de traitement de déchets).
	Changement climatique	4	Enjeu global d'anticipation et d'adaptation au changement climatique. L'activité de pêche est certes faiblement émettrice de GES mais fortement consommatrice de carburants. De par leur insularité, les RUP (hors Guyane) sont particulièrement vulnérables au changement climatique.
Ressources naturelles	Eau	1	Enjeu de gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau (notamment par rapport aux activités d'aquaculture continentale).
	Sols	1	Enjeu mineur par rapport à l'érosion des littoraux et emprises des infrastructures littorales. Enjeu localisé dans les zones littorales qui subissent une pression anthropique forte (les DOM).
	Energie	3	Enjeu important par rapport aux consommations d'énergie des navires de pêche et des activités à terre (ressources fossiles et GES).
	Matières premières	NS	Problématique mineure (extraction de granulats et dragage portuaire) et très localisé.
Risques	Risques naturels	1	Enjeu (risques d'inondation) lié à l'artificialisation du littoral et aux effets du changement climatique. Enjeu particulièrement prégnant dans les RUP, où les événements climatiques sont plus importants.
	Risques technologiques	NS	Enjeux très mineurs et très localisés.
Cadre de vie	Paysages	3	Enjeu important lié à l'occupation et à la valorisation de l'espace littoral : limitation des effets de l'urbanisation et de l'anthropisation croissantes, conflits d'usage... Enjeu particulièrement important dans les zones avec un risque sur l'artificialisation de la bande littorale : Méditerranée et zones littorales des DOM (sauf Guyane).
	Bâtiments	NS	Enjeux très mineurs et très localisés.
	Nuisances (bruit, odeurs...)	1	Enjeu limité et localisé en Métropole (DCSMM classe les eaux françaises en BEE malgré le manque de connaissance). Enjeu plus important dans les DOM du fait de la présence de zones de ponte de tortues qui peuvent être dérangées par certaines activités de pêche.

¹ Le RMD : Rendement Maximal Durable qui correspond à la biomasse que l'on peut extraire en moyenne et à long terme d'un stock halieutique dans les conditions environnementales existantes sans affecter le processus de reproduction (définition FAO).

Thèmes		Priorité par rapport aux enjeux environnementaux	Commentaires
Patrimoine	Sites naturels	3	Enjeu global de bonne gestion des sites naturels remarquables. (littoral, lagons et plateaux insulaires, zones humides, cours d'eau en de tête de bassin...).
	Patrimoine culturel et historique	2	Enjeu localement important de préservation du patrimoine maritime matériel et immatériel : ports de pêche et infrastructures côtières remarquables, sites subaquatiques, traditions culinaires liées aux produits aquatiques...

L'enjeu « espèces et diversité biologique » est jugé être l'enjeu majeur (noté 5), compte tenu des impacts avérés et potentiels des activités de pêche et d'aquaculture sur la biodiversité et les écosystèmes marins dans l'ensemble des territoires.

Les enjeux environnementaux suivants sont qualifiés de **prioritaires** dans la plupart des territoires analysés (notés 4) :

- ✓ **Milieus naturels, espaces et habitats** : enjeu de limitation des incidences négatives de la pêche et de l'aquaculture sur les habitats aquatiques marins et continentaux ; cette problématique est très liée à celle de la biodiversité (mais elle est moins directement affectée par les activités de pêche) ; l'enjeu de préservation des zones littorales est particulièrement prégnant dans les zones d'estuaires et dans les DOM.
- ✓ **Qualité des eaux et des fonds marins, changement climatique** : enjeux de lutte contre les pollutions et atteinte aux milieux, préjudiciables aux activités d'aquaculture et de pêche, présents dans l'ensemble des zones considérées. L'anticipation et l'adaptation aux effets du dérèglement climatique sont essentielles sur l'ensemble des territoires, en particulier dans les DOM qui y sont particulièrement vulnérables.

Les enjeux environnementaux sont qualifiés d'importants (noté 3) pour les thèmes suivants :

- ✓ Gestion des déchets : les rivières et l'océan restent des exutoires majeurs ; l'enjeu est particulièrement présent en Manche et Mer du Nord, en Méditerranée et dans les DOM ;
- ✓ Energie : enjeux de réduction des consommations globales et de la part des énergies fossiles (lien avec les émissions de GES) notamment pour la flotte de pêche ;
- ✓ Sites naturels : enjeux de préservation des sites remarquables sur le domaine maritime, les zones humides et les cours d'eau ;
- ✓ Paysages : aménagement harmonieux et durable des espaces littoraux et insulaires, limitation des conflits d'usage.

Les autres thèmes constituent des enjeux globalement secondaires, mais peuvent, localement et/ou dans le cas d'activités particulières être significatifs. Par exemple, le cadre de vie (confort, nuisances, sécurité...) n'est pas un enjeu environnemental premier du point de vue des écosystèmes océaniques, mais est un enjeu fort pour les équipages embarqués à bord des navires de pêche et pour les personnels travaillant dans les industries d'aval.

2.2. Perspectives d'évolution et valeur ajoutée environnementale du PO FEAMPA

L'évolution probable de l'état de l'environnement est envisagée «sans » (scénario dit « au fil de l'eau ») et « avec » l'intervention du FEAMPA dans le tableau présenté en page suivante. Le sens et l'ampleur des évolutions sont appréciés selon une échelle simple et matérialisée par les codes couleur suivants.

	Evolution positive probable et significative
	Evolution positive probable
	Stabilité
	Evolution négative probable
?	Evolution incertaine (manque de données sur le contexte et/ou effets incertains)

Tableau 2 - Effets probables du FEAMPA en comparaison du scénario au fil de l'eau

Thèmes		Niveaux d'enjeu	Scénario au fil de l'eau	Scénario FEAMPA	
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	5	(stocks DLS ²)		Amélioration des connaissances sur les stocks et les impacts de la pêche (captures non désirées) et mise en place de stratégies de pêche durables (RMD sur la majorité des stocks) notamment en Méditerranée. Innovation en faveur de la sélectivité et stratégies commerciales limitant le gaspillage des ressources halieutiques. Elimination des surcapacités. Protection des zones de fraie et nurseries.
	Milieux naturels - habitats	4			Réduction de capacités opérant sur milieux sensibles (herbiers à posidonies ?), réduction des impacts des arts trainants, adaptation des pratiques de pêche dans les milieux sensibles dont les aires marines protégées Implantation raisonnée des nouvelles installation aquacoles dans les meilleurs emplacements aquacoles possibles (MEAP).
Pollution et qualité des milieux	Eaux	4			Promotion des systèmes de production aquacoles peu impactant pour l'environnement. Investissements de traitement des effluents dans les entreprises
	Déchets	3			Prise en compte de la problématique des déchets en mer, expérimentation de mesures de récupération et traitement
	Climat	3	Contexte global	Secteur pêche et aquaculture	Effets liés à la réduction des consommations de carburants fossiles (cf. thème Energie. 14% du budget FEAMPA contribuant à la lutte contre le changement climatique.
Ressources naturelles	Eau	1		?	Effet local et marginal des investissements de la pisciculture continentale
	Energie	3			Elimination des surcapacités. Arrêts temporaires. Amélioration de l'efficacité énergétique des navires de pêche, des équipements portuaires et dans les entreprises aquacoles. Innovation et transition énergétique (énergies renouvelables)
Cadre de vie	Paysages et espaces	3		?	Impacts paysagers incertains des nouveaux sites aquacoles (MEAP ?)
	Nuisances	1	?	?	Impacts incertains et très localisés
Patrimoine	Sites naturels	3			Stratégie de gestion des AMP, cartographie des MEAP, Politique Maritime Intégrée (PMI).
	Patrimoine	2	?	?	Impacts incertains (patrimoine lié aux ports de pêche, aux activités conchyliques)

² Stocks DLS (en anglais Data Limited Stocks) sont les stocks à données limitées c'est-à-dire des stocks dont l'état de connaissance est pauvre.

Les principaux effets potentiels de l'intervention du FEAMPA sont :

- ✓ Un **effet positif et significatif sur la biodiversité**, en lien avec l'amélioration de l'état des stocks des espèces d'intérêt halieutique (augmentation du nombre de stocks exploités au RMD) mais également, par la réduction des captures des espèces « non désirées ». On peut en effet raisonnablement envisager des effets additionnels des projets d'amélioration des connaissances (collecte de données), de gestion durable et coordonnée des pêcheries (partenariats scientifiques-pêcheurs, travaux sur les impacts des activités de pêche et les moyens d'y remédier, techniques innovantes, sélectivité...) ou par les effets des stratégies de commercialisation sur la limitation du gaspillage des ressources (organisation des apports en fonction des besoins du marché, valorisation d'espèces abondantes sous-exploitées, utilisation des captures non désirées) et par la résorption des surcapacités résiduelles (plans de sortie de flotte).
- ✓ Un **effet positif et significatif sur la préservation d'habitats remarquables et de sites naturels**, en lien avec les soutiens à la mise en place des stratégies de gestion coordonnée des aires marines protégées (AMP), en particulier le réseau marin Natura 2000, l'organisation spatiale des activités (planification spatiale ...) et l'adaptation des pratiques de pêche dans ces zones à forts enjeux. Des effets positifs sont également probables sur le milieu marin en général, hors AMP (innovation des techniques de pêche, amélioration de la connaissance...) mais leur ampleur est plus incertaine.
- ✓ Un **effet positif et significatif sur la qualité des eaux** (dans certains contextes locaux où les activités de pêche et d'aquaculture sont importantes) en lien avec les soutiens aux investissements réduisant les émissions de polluants (piscicultures intensives, équipements portuaires et criées, entreprises de transformation).

Des effets positifs sont par ailleurs attendus des interventions en faveur de l'amélioration de **l'efficacité énergétique** sur :

- ✓ Les **consommations d'énergie** des navires de pêche, fortement utilisateurs de carburants fossiles, des infrastructures portuaires et de mise en marché (criées et halles à marée), des entreprises aquacoles et de l'industrie de transformation. L'ampleur des effets sera cependant dépendante de la façon dont les préoccupations de transition et de sobriété énergétique seront prises en compte dans le processus de sélection des projets ;
- ✓ Les **émissions de GES associées aux utilisations de carburants fossiles** dont la consommation par le secteur de la pêche devrait diminuer en lien avec la réduction de la puissance de la flotte de pêche, une plus grande efficacité énergétique et une transition vers les énergies renouvelables pour certains investissements (encore une fois avec une incertitude sur le caractère prioritaire de ces problématiques et la façon dont cela se traduira en matière de sélection de projets).

Un effet positif sur la lutte contre les déchets issus des activités de pêche et d'aquaculture, cette thématique étant devenue une des priorités de la PCP. Les moyens alloués dans le budget provisoire du FEAMPA restent cependant limités pour envisager qu'ils puissent avoir un impact direct et à court terme sur cette problématique. Cependant, des effets pédagogiques et d'expérimentation préalable à la mise en place de filières de récupération et de gestion sont attendus de certains projets régionaux.

Les effets sont incertains et plus marginaux (localisés) sur les autres dimensions environnementales.

3. Justification des choix de mise en œuvre du PO FEAMPA au regard des enjeux environnementaux

Le travail réalisé par l'autorité nationale pour l'analyse AFOM et les différentes concertations avec les acteurs ont débouché sur le choix d'une stratégie qui se situe sur de nombreuses dimensions dans la continuité du programme FEAMPA 2014-2020, avec la poursuite de la plupart des mesures du FEAMPA 2014-2020, mais aussi avec quelques évolutions notables. Tandis que le PO FEAMPA 2014-2020 cherchait un équilibre entre le développement économique et la protection de l'environnement, la stratégie présentée dans le nouveau programme associe performance économique, environnementale et sociale. Cela se traduit entre autres par une importance accrue de l'acquisition et la diffusion de la connaissance, y compris à travers la formation et le conseil au sein des entreprises. De nouvelles mesures sont également introduites avec le soutien à la réduction et à la gestion des déchets issus des filières de la pêche et de l'aquaculture, la surveillance maritime et la coopération des garde-côtes, ainsi que l'élargissement probable des actions de DLAL à d'autres secteurs de l'économie bleue³.

Les OS qui mobiliseraient a priori le plus de moyens financiers sont l'OS 1.4 (Contrôle et collecte de données pour la DCF), l'OS 2.1 (Promotion des activités aquacoles durables et économiquement viables), l'OS 1.5 (Compensation des surcoûts dans les RUP) et l'OS 1.1 (renforcement des activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental). Grâce à l'association des volets économiques et environnementaux, ces OS peuvent financer des projets à vocation environnementale ou liant l'économie à l'environnement comme par exemple le financement d'équipements plus économes en énergie, moins polluants, utilisant des matériaux biosourcés....

Les OS qui ont une vocation essentiellement environnementale, à savoir les OS 1.2 (efficacité énergétique et émissions CO₂), 1.3 (arrêts définitifs et temporaires des activités de pêche) et 1.6 (protection et restauration des écosystèmes aquatiques) mobiliseraient à priori 7,6% de l'enveloppe totale du FEAMPA.

La valeur ajoutée environnementale du FEAMPA dépendra donc en grande partie des modalités de mise en œuvre et de la capacité à orienter les soutiens vers les meilleurs projets, c'est-à-dire ceux présentant le moins d'incidences négatives et ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention publique. Dans l'état actuel d'élaboration du programme, cette capacité n'est pas complètement avérée, car les résultats de l'intervention pourront fortement varier selon les critères de sélection des projets, lesquelles ne sont pas explicités dans le PO lui-même.

Sur la base de ce constat, les évaluateurs ont formulé des recommandations portant sur l'intégration dans le dispositif de mise en œuvre de mesures d'évitement des projets susceptibles d'incidences négatives sur l'environnement (critères d'éligibilité ou de priorisation) et de mesures de réduction des risques de faible efficacité environnementale, via des critères de sélection permettant d'orienter les projets ou de les améliorer durant la phase d'instruction (avec application de la séquence « éviter-réduire-compenser »).

³ Elargissement prévue dans le PO à ce stade, mais qui dépendra de la stratégie qui sera élaborée au niveau national et par les Groupements d'Action Locale.

4. Analyse globale des effets notables du PO FEAMPA sur l'environnement

4.1. Effets cumulés du Programme Opérationnel

Les principales conclusions des analyses d'incidences selon les types d'action soutenus et leur contribution attendue aux objectifs « environnement et climat » sont les suivantes.

a) Mesures dédiées aux objectifs environnementaux (coefficient du règlement à 100%)

- ✓ Les soutiens à **l'acquisition et à la promotion des connaissances** (collecte réglementaire DCF-EUMAP plus stocks locaux) et acquisition de connaissances hors cadre réglementaire de l'OS « gestion durable des océans », représenteraient **36% du budget contribuant aux objectifs environnementaux**. Les effets attendus de ces interventions sont très positifs sur les thématiques biodiversité et milieux, les données concernant les stocks exploités sont notamment indispensables pour la gestion durable des pêcheries et la mise en œuvre des soutiens au secteur de la pêche (segments à l'équilibre / ressources halieutiques). Au-delà des données collectées dans le cadre des obligations réglementaires de la PCP, le financement d'études et de collectes spécifiques à certaines espèces et milieux (par ex : stocks orphelins de données, zones de frayères et nurseries) peuvent permettre d'enclencher des mesures de précaution (protection) et/ou de gestion durables des activités de production dans certaines zones.
- ✓ Les **soutiens aux investissements à vocation environnementale des entreprises de pêche**
 - **L'aide à la remotorisation**, contribue à 100% à la réduction des consommations d'énergie fossile et des émissions de GES. Son budget représente **1,7% du budget environnemental** et les effets seront donc relativement marginaux à l'échelle de la flotte de pêche française.
 - Les compensations pour **arrêts temporaires et définitifs des activités de pêche**. Indirectement, les aides permettent de réduire des déséquilibres entre capacité de pêche et ressources et ont donc un effet sur la biodiversité par réduction de la mortalité par pêche et éventuellement sur les habitats lorsque les arrêts concernent des flottilles travaillant avec des arts trainants (chaluts de fond, dragues...). Le budget affecté à ces actions représente environ **5,9% du budget contribuant à l'environnement**.
- ✓ Les soutiens contribuant à la **protection et à la restauration des écosystèmes aquatiques** représentent **9% des fonds contribuant aux objectifs environnementaux**, concernant divers types d'actions :
 - Actions de protection et gestion des zones Natura 2000, des Aires Marines et des Zones de Conservation Halieutique ;
 - Innovation environnementale (études, recherches, projets pilotes...) visant à limiter les impacts de la pêche sur le milieu marin (dont sélectivité des engins).
 - Gestion des déchets, via l'expérimentation de filières de collecte et de gestion dans différentes régions ;
 - Actions locales d'acquisition de connaissances sur certains stocks et interventions en faveur des milieux.

L'ensemble des mesures dédiées à 100% aux objectifs environnementaux mobilisent en cumul 24% du budget total du FEAMPA, soit moins que l'objectif minimal de 30% fixé par le Règlement. **De fait, une contribution d'au minimum 6% doit venir des autres types d'actions** dont l'objectif premier n'est pas l'environnement et/ou le climat mais qui peuvent y contribuer de façon variable selon les critères de sélection ou de priorisation des projets.

b) Mesures pouvant partiellement aux objectifs environnementaux (coefficient du règlement à 40% en faveur des objectifs « environnement et climat »)

- ✓ Les soutiens à différents types **d'investissements immatériels** comme la recherche et l'innovation, la formation, l'audit et le conseil, les actions de communication et de promotion collectives, les plans de capture et de commercialisation des organisations de producteurs, les actions de développement local des GALPA... représentent 21% du budget total du FEAMPA. Ces investissements sont attendus contribuer à hauteur de **10% du budget à objectifs environnementaux**. Ils sont jugés peu susceptibles d'impacts négatifs sur l'environnement et des effets positifs sur les différentes thématiques environnementales pourraient découler de l'introduction d'objectifs et de critères de priorisation des projets. Par ex : priorisation de la recherche et de l'innovation environnementales, formations ciblées sur la transition écologique et énergétique, promotion des produits issus de filières de production durables... ;
- ✓ Les aides aux **investissements physiques individuels des entreprises** de pêche, d'aquaculture, de commercialisation ou de transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture, **et des collectivités** (ports de pêche) **devraient mobiliser un budget cumulé représentant près de 26,2% du total du FEAMPA, pour une contribution théorique** (calculée sur la base d'un coefficient de 40% fixé par le Règlement) **de l'ordre de 10,5% à des investissements bénéfiques pour l'environnement**. Mais, la palette de projets envisagés apparaît très ouverte et peu encadrée dans le PO et les incidences envisageables sur l'environnement peuvent aller du négatif au très positif selon que le programme fonctionne « en guichet » très ouvert ou qu'il se dote de critères de sélection permettant d'orienter les projets, au moins partiellement, sur des investissements environnementaux.
- ✓ Les **actions de contrôle** maritime, dont le contrôle des activités de pêche, **mobilisent 7,2% du budget FEAMPA et sont escomptées contribuer entre 6 et 7% du budget environnemental**. Les effets du contrôle des pêches sont attendus sur la biodiversité principalement. Le PO ne précise cependant pas quelles seraient les priorités et les objectifs en la matière.

Les aides aux acteurs et filières sont escomptées, par construction, pouvoir contribuer à hauteur de 40% aux objectifs environnementaux de la PCP. Mais, sans objectifs clairement affichés dans le PO et sans critères d'orientation et de sélection des projets, les évaluateurs considèrent que :

- ✓ D'une part, des risques d'incidences négatives sur l'environnement pourraient découler des soutiens à des projets « peu qualitatifs » de simple renouvellement, de modernisation, d'extension ou de création d'équipements et d'installations sans valeur ajoutée environnementale;
- ✓ D'autre part, que les effets positifs des aides aux investissements individuels pourraient être nuls ou relativement faibles, si aucune stratégie claire d'orientation des investissements n'était développée.

Le tableau de synthèse en page suivante, regroupe les analyses d'incidences pour les types d'action à enjeu (importance des budgets / efficacité environnementale)

c) Mesures ne contribuant pas aux objectifs environnementaux (coefficient du règlement à 0%)

Le Règlement considère que la contribution aux objectifs environnementaux est nulle pour les compensations des surcoûts dans les RUP, la surveillance maritime, la coopération des gardes côtes et l'assistance technique.

Tableau 3 – Synthèse des incidences des types d’actions susceptibles d’impacts négatifs ou incertains

Thèmes		Niveau d'Enjeu	Invest. sélectivité	Invest. à bord des navires	Invest. dans les ports de pêche	Remoto-risation	Innovation environnementale	Soutiens AMP et Natura 2000	Invest. Entreprises aquacole	Invest. Entreprises d'aval
Biodiversité. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	5	+ à ++	- à +	0 à +	0	+++	+ à +++	- à ++	- à +
	Milieux naturels et habitats	4								
	Eau	4	0 à +	- à +	0 à ++	0 à ++	0 à ++	0 à +	+ à ++	- à +
	Fonds marins	4								
	Air	NS								
	Déchets	3								
	Changement climatique	4								
Ressources naturelles	Eau	1	0 à +	- à +	- à +	0 à ++	0 à +	0	0 à +	- à +
	Sols et espaces	1								
	Energie	3								
	Matières premières	NS								
Risques	Risques naturels	1	0	+ à ++	0 à +	0	0	0	0 à +	+
	Risques technologiques	NS								
Cadre de vie	Paysages et espaces	3	0	+ à ++	- à +	0	0	0	0 à +	- à +
	Bâtiments	NS								
	Nuisances	2								
Patrimoine	Sites naturels	3	0	0	-à+	0	0	0 à ++	0	0 à +
	Patrimoine	2								

Des incidences environnementales incertaines pour une partie des soutiens, faute de visibilité sur les objectifs et les critères de sélection

La version du Programme Opérationnel mise à disposition aux évaluateurs présente peu d'éléments explicites sur les objectifs, notamment en matière de résultats et d'effet attendus de l'intervention, avec à ce stade peu de cibles quantifiées, peu d'informations sur les types de projets ciblés et aucun critère précis de sélection des projets (autres que les critères d'éligibilité du règlement).

Il en découle une grande difficulté à évaluer les impacts potentiels de la plupart des types d'actions et projets ciblés, qui apparaissent à ce stade comme des « guichets » très ouverts pouvant aussi bien soutenir des projets très vertueux du point de vue environnemental que des projets sans valeur ajoutée, voire des projets engendrant des impacts négatifs. La probabilité d'occurrence d'effets négatifs est cependant limitée par le règlement européen lui-même, très attentif aux aspects environnementaux, et par la réglementation française, dont par exemple l'obligation d'étude d'impact environnemental requise pour certains investissements (sites aquacoles).

Les évaluateurs ne doutent pas du bon sens et de l'attention que porteront les instances de sélection des projets à la dimension environnementale, mais ils ne peuvent, en tant qu'observateurs indépendants, que constater un manque général de clarté de la logique d'intervention et d'orientation du programme pour de nombreuses mesures (que veut-on aider et que ne veut-on pas, ou moins, aider ?).

La conséquence de ce « flou » pour l'évaluation des incidences environnementales des différentes mesures du programme est une incertitude importante liée au manque de visibilité sur la nature des projets qui seront finalement aidés. Le sens des impacts (positifs ou négatifs) et leur ampleur sont ainsi souvent exprimés en « fourchette » (de nul à positif, par exemple) pour essayer d'envisager les impacts potentiels de projets très différents.

Un programme globalement peu susceptible d'impacts environnementaux négatifs et significatifs, mais qui ne maximise pas les bénéfices environnementaux de l'intervention

Le règlement FEAMPA a été élaboré de façon à laisser peu de place aux risques d'impacts environnementaux négatifs. Les soutiens présentant le plus de risques ont été éliminés lors des réformes de la PCP et les critères d'éligibilité du règlement sont drastiques en matière de prévention.

L'enjeu pour le programme français est de s'assurer que la stratégie de mise en œuvre de certaines aides non dédiées à l'environnement produira le minimum d'incidences négatives et le maximum de bénéfices environnementaux, notamment sur les enjeux biodiversité et climat.

Les aides aux investissements dans les activités de production et dans les maillons aval des filières constituent un bloc significatif en termes de budget où les risques d'incidences négatives sont envisageables et où la performance environnementale du programme dépendra largement de sa capacité à sélectionner les « meilleurs projets » (c'est-à-dire ceux minimisant les risques et maximisant les bénéfices environnementaux).

En conséquence, les évaluateurs recommandent de clarifier dans les documents de mise en œuvre les objectifs des différents articles et types d'actions en précisant quels types d'investissements sont ciblés ou exclus et sur quels critères environnementaux. La part des investissements à vocation environnementale (par ex : équipements permettant le développement de pratiques d'aquaculture durable) devrait être précisée, soit en termes d'allocation budgétaire, soit au travers de critère de sélection divers : par priorisation sur critères environnementaux, appels d'offres thématiques, schémas collectifs sur objectifs (équipements de contrôle des pêches embarqués)

Les évaluateurs rappellent que l'explicitation des modalités de sélection des projets sur la base de leur contribution aux objectifs du programme est une attente forte de la Commission Européenne.

Des recommandations concernant le processus de sélection des projets sur objectifs sont proposées au chapitre 5.

4.2. Effets cumulés avec d'autres plans et programmes

La partie « articulation du PO avec les autres plans et programmes » de l'ESE identifie les priorités et objectifs des, principaux programmes et plans mis en œuvre sur l'espace maritime et pouvant interagir avec les actions soutenues par le FEAMPA. En particulier, différents programmes à objectifs environnementaux seront en œuvre sur la période d'application du FEAMPA. Ils ciblent assez généralement les mêmes enjeux prioritaires que ceux identifiés pour la mise en œuvre du FEAMPA : la préservation de la biodiversité et des habitats naturels, la préservation de la qualité de l'eau, la lutte contre le changement climatique et les déchets marins et sur le littoral.

Si les objectifs des principaux outils de **préservation de la biodiversité marine et des habitats naturels** sur l'espace maritime sont cohérents avec les objectifs du FEAMPA, leurs champs d'intervention sont parfois différents. Par exemple, la DCSMM va au-delà du champ d'application du FEAMPA en considérant l'ensemble des activités humaines sur l'espace maritime ayant un impact sur les écosystèmes marins.

Sur les **objectifs « énergie et climat »**, les schémas régionaux climat, air et énergie (SRCAE) visent à élaborer des stratégies régionales de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de lutte contre la pollution atmosphérique, de maîtrise de la demande énergétique, de développement des énergies renouvelables et d'adaptation au changement climatique aux horizons 2020 et 2050. Les activités maritimes et en particulier la pêche, ne sont pas systématiquement ciblées par ces schémas. Elles sont cependant concernées au titre de la recherche de la sobriété énergétique (avec certaines mesures ciblées par le FEAMPA sur ces aspects) et par le développement des énergies renouvelables en mer.

Sur la thématique de **préservation de la qualité des eaux**, les outils de mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau, dont les SDAGE et les programmes d'actions nitrates, le FEAMPA ne présente pas d'incohérence et certains soutiens envisagés à des équipements de gestion et traitement des effluents des entreprises des filières pêche et aquaculture sont susceptibles de contribuer à l'amélioration de la qualité et de diminution des phénomènes d'eutrophisation observés sur certaines zones côtières.

Au-delà du constat de l'absence d'incohérences « conceptuelles » du FEAMPA avec les autres plans et programmes à objectifs environnementaux, le manque d'éléments dans le PO fixant et quantifiant des objectifs environnementaux et définissant des modalités d'articulation opérationnelles du FEAMPA avec les autres outils ne permet pas de porter un jugement étayé sur les synergies et la valeur additionnelle du programme. Les modalités d'articulation avec certains programmes concernant des enjeux environnementaux forts (biodiversité et climat) mériteraient d'être précisés dans les DOMO.

4.3. Effets transfrontaliers

Le PO FEAMPA de la France est un programme national. Ses incidences probables sur l'environnement concerneront majoritairement les contextes locaux dans lesquels s'inscrivent les projets aidés et donc le territoire national, notamment pour les aides aux investissements physiques dans les ports, les équipements aquacoles littoraux ou continentaux, les usines et équipements de commercialisation et de transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Cependant, des effets dépassant le cadre des frontières terrestres et maritimes de la France métropolitaine et des DOM sont envisageables à plusieurs niveaux et pour différents types d'intervention :

- ✓ A un niveau global, pour les mesures contribuant à limiter et favoriser l'adaptation au changement climatique. Les émissions de GES évitées en lien avec certains projets aidés, notamment ceux visant l'efficacité énergétique et/ou le recours à des sources d'énergies renouvelables, dépassent le cadre des frontières nationales ;
- ✓ A différents niveaux « régionaux », pouvant concerner d'autres Etats Membres de l'UE ou de l'espace européen ou des Etats de l'espace voisin des DOM, soit en lien direct avec les effets sur l'environnement de navires opérant hors des frontières maritimes françaises, soit indirectement au travers de l'organisation des activités de pêche concernant des stocks partagés et exploités par d'autres Etats Membres de l'U.E.

L'analyse des effets de l'intervention du FEAMPA (et des autres Fonds de l'U.E.) sur la limitation et l'adaptation au changement climatique constitue un point d'obligation réglementaire du PO.

Le Règlement FEAMPA, dans sa rédaction actuelle, affecte les mêmes coefficients de contribution à l'environnement au sens générale et aux objectifs climat (0%, 40% ou 100 %). De ce fait, la majorité des aides est, par construction et dans une proportion purement théorique, considérée comme pouvant contribuer à la lutte contre les dérèglements climatiques. La possibilité d'une appréciation plus rationnelle des effets du programme nécessiterait de doter les types d'aides pouvant réellement contribuer à réduire les émissions de GES d'indicateurs de mesure, projet par projet, des réductions obtenues.

Concernant les autres effets potentiels à une échelle transfrontalière « régionale », ceux liés directement à l'activité des navires de pêche français dans différentes zones de pêche de l'UE ou dans les eaux internationales n'ont pu être appréhendés, faute de pouvoir prévoir comment les activités de pêche seront planifiées sur la période du programme 2014-2020 et quelles capacités opéreront dans chaque pêcherie.

Les évaluateurs se sont limités à envisager des effets potentiels de certaines mesures sur une gestion « transfrontalière » des pêcheries exploitées par plusieurs Etats Membres de l'U.E. Ces mesures sont les suivantes :

- ✓ Le financement de la « Collecte des données » devant encourager la coopération régionale entre Etats membres pour la collecte, la gestion et l'utilisation des données scientifiques. La mise en place d'échanges plus réguliers entre les conseils consultatifs régionaux (CCR), les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) et les groupes d'experts chargés de la coordination régionale est susceptible de conduire à la création et au partage de connaissances conduisant à une meilleure gestion des ressources halieutiques (stocks en DLS exploités par plusieurs Etats Membre, par exemple) et à l'atteinte du RMD à terme.
- ✓ Les soutiens aux Organisations de Producteurs (OP) pour l'élaboration de leurs plans de capture et de commercialisation, pourraient (devraient) être travaillés en coopération avec des acteurs d'autres Etats Membres pour les OP frontalières, de façon à déboucher sur une meilleure

planification des activités de pêche sur les stocks partagés. Ceci notamment dans le cadre de plans de gestion pluriannuels dans certaines zones (Méditerranée en particulier).

Des effets transfrontaliers peuvent également découler, de façon indirecte, de la mise en œuvre d'autres articles du FEAMPA, dont :

- ✓ Les soutiens à la mise en place et à la gestion d'aires marines protégées sont susceptibles d'effets de diffusion de bonnes pratiques bénéfiques à la gestion des milieux et des ressources marines du fait de l'existence de réseaux d'échanges européens (par exemple Medpan en Méditerranée et Maia pour l'Arc Atlantique).
- ✓ Le soutien à la surveillance maritime s'appuie sur un environnement commun de partage d'informations. L'objectif est de favoriser l'intégration des systèmes et réseaux de surveillance nationaux et communautaires existants de façon à améliorer l'efficacité des missions de contrôle, dont le contrôle des pêches et de l'environnement avec une réduction possible des activités de pêche illégales ou non durables.

5. Application de la séquence ERC « éviter-réduire-compenser » aux projets à risques

Dans le contexte du caractère imprécis du PO quant aux modalités d'intervention, de mise en œuvre des différents articles du programme et des critères de sélection de projets, il est nécessaire d'envisager l'application d'une séquence « éviter-réduire-compenser ».

La séquence « éviter-réduire-compenser » est inscrite dans le corpus législatif et réglementaire français depuis la Loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature, plus particulièrement dans son article 2 : « ...et les mesures envisagées pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables pour l'environnement. Cette séquence se met en œuvre lors de la réalisation de projets, de plans/programmes et s'applique à l'ensemble des composantes de l'environnement (article L.122-3 du code de l'environnement).

Le Commissariat Général au Développement Durable a publié en 2018 un guide d'aide à la définition des mesures ERC⁴ qui précise l'esprit et les modalités de l'exercice. La séquence « éviter, réduire, compenser » a pour objectif d'établir des mesures visant à éviter les atteintes à l'environnement, à réduire celles qui n'ont pu être suffisamment évitées et, si possible, à compenser les effets notables qui n'ont pu être ni évités, ni suffisamment réduits. L'évitement étant la seule phase qui garantisse la non atteinte à l'environnement considéré, il est à favoriser. La compensation ne doit intervenir qu'en dernier recours, quand tous les impacts qui n'ont pu être évités n'ont pas pu être réduits suffisamment.

Les évaluateurs, sur la base de leur appréciation des risques d'effets notable probables ou d'incidences environnementales non souhaitées (négatives) de l'intervention du programme FEAM-PA, recommandent à l'autorité nationale et aux maîtres d'ouvrages ayant délégation de gestion pour certaines interventions, aides aux investissements individuels des entreprises et dans les ports en particulier, d'intégrer dans les documents nationaux et régionaux de mise en œuvre du FEAMPA des modalités et critères de sélection des projets permettant :

- ✓ **D'éviter les risques d'incidences négatives**, en excluant par exemple du champ d'éligibilité de certaines interventions certains types de projets à risques et/ou certains territoires à enjeux (AMP et sites Natura 2000);
- ✓ **De réduire les risques d'incidences négatives et/ou les risques d'atténuation des effets attendus** de l'intervention sur l'environnement. L'enjeu est autant de limiter les incidences négatives que d'assurer l'efficacité des interventions générant des bénéfices environnementaux. L'efficacité de mesures plus ou moins dédiées à l'environnement peut être affectée par un mauvais ciblage des projets (ou absence de ciblage) ou du fait d'effets non souhaités (effets d'aubaine si les ambitions ne dépassent pas le niveau standard ou réglementaire, effets de déplacement...);
- ✓ **De compenser des effets négatifs ne pouvant être évités par les deux voies précédentes**, en prévoyant par exemple de dédier une partie des fonds à ces compensations (ex: restauration de surfaces de milieux naturels équivalentes à celles affectées par les projets).

⁴ Guide d'aide à la définition des mesures ERC, - Collection THEMA-Balises, Janvier 2018

Considérant que le Règlement FEAMPA laisse de fait peu de place à des risques d'incidences environnementales négatives, les articles et critères d'éligibilité ayant été ciselés dans un souci de ne pas reproduire certaines faiblesses des programmes antérieurs, **les évaluateurs suggèrent de focaliser les travaux essentiellement sur la logique de réduction des risques** découlant d'un fonctionnement en guichet par la définition de critères de sélection et de priorisation permettant d'atteindre les objectifs environnementaux du programme.

La nécessité d'introduction de mesures de compensation est difficile à appréhender par les évaluateurs à ce stade. Certains projets d'extension de capacités ou de création de nouvelles capacités en aquaculture, de création de nouvelles infrastructures ou bâtiments avec une emprise foncière sur des milieux naturels, pourront au cas par cas justifier d'un examen attentif lors de la procédure d'instruction et, le cas échéant, justifier l'enclenchement d'une compensation.

6. Dispositif de suivi

La version du PO ne présente que peu d'éléments sur les indicateurs de résultats à intégrer dans le système de suivi des effets du programme.

A ce stade d'avancée très préliminaire des travaux sur le système de suivi, les évaluateurs font les constats suivants :

- ✓ Les indicateurs de résultat contenus dans le PO permettront de fixer des objectifs par OS mais ne reflèteront pas le système de suivi dans son ensemble ;
- ✓ Les indicateurs proposés au niveau communautaire ne permettent pas d'approcher les effets principaux attendus de l'intervention sur l'objectif de lutte contre le changement climatique. Le principal indicateur porte sur les économies d'énergie ;
- ✓ Sur la question centrale de la transition vers des activités de pêche durable, les indicateurs communautaires permettront uniquement de mesurer la part des projets pertinents ou le nombre d'entités concernées par ces projets.

Afin de pouvoir suivre les effets du programme sur l'environnement et le climat, il sera donc essentiel de disposer d'un système de suivi allant au-delà des indicateurs de résultat inscrits au PO. Les évaluateurs sont conscients que le travail sur le système de suivi du programme et sur le choix des indicateurs n'a été que partiellement abordé. A ce stade, ils ne peuvent que constater la faiblesse de la batterie d'indicateurs environnementaux et l'absence d'information sur les modalités de leur suivi.

La capacité à suivre les effets de l'intervention du FEAMPA est un point fondamental dans l'appréciation de la pertinence et de l'efficacité probable du programme.

Sur ce point précis, les évaluateurs font un constat d'insuffisance du PO et recommandent fortement de prévoir dans le système de suivi des indicateurs allant au-delà du minimum réglementaire et de préciser le système de collecte et d'analyse de chaque indicateur.

Les leçons du passé doivent être tirées dans ce domaine, les programmes précédents du FEAMPA et du FEP étant largement déficient sur le suivi des indicateurs de résultat liés aux impacts environnementaux des projets aidés

